

## Chronique

# L'euro, un atout majeur

On peut comprendre les électeurs grecs. En élisant une majorité de gauche, celle du gouvernement Papan-dréou, ils n'ont pas voté pour la cure d'austérité que celui-ci leur impose : blocage des salaires des fonctionnaires, hausse de l'impôt indirect, réduction des prestations sociales ! C'est cher. C'est le prix à payer pour rester dans l'euro. Mais l'euro a beaucoup apporté à la Grèce. Elle lui a permis d'échapper à nombre de cri-

## International

**Alain Frachon**

ses financières, d'avoir le surcroît de pouvoir d'achat qui va avec une monnaie forte, d'attirer un joli volume d'investissements étrangers.

On peut comprendre les contribuables allemands. Voilà près de cinq ans que les salaires sont sous pression outre-Rhin, où l'âge de la retraite est passé à 67 ans (61 en Grèce) et où la pression fiscale permet de financer l'Etat-providence dans des conditions conformes aux règles de la zone euro. Ils n'ont pas envie de « payer » pour la Grèce – c'est-à-dire de participer à un effort de solidarité financière qui apporterait un peu de sérénité sur le marché des bons du Trésor grecs et permettrait à Athènes de financer sa dette à moindre coût.

Pourtant, les Allemands aussi ont bien profité de l'euro : vraisemblablement un peu sous-évalué par rapport à ce qu'aurait été ce cher deutschemark, la monnaie unique a musclé les exportations allemandes, moteur de la croissance outre-Rhin.

Les seize membres de l'union monétaire ont tous profité de l'euro. Ils ont vécu dix ans à l'abri des grands chocs financiers ; ils ont connu des taux d'intérêt historiquement bas ; ils ont importé leur pétrole à meilleur prix. En 2009, l'euro représentait 27 % des réserves mondiales de change, le yen 3 %. Bilan positif, qui mériterait que les 16 – ils se prononcent à la mi-mars – viennent à l'aide de la Grèce.

## La consolidation de l'union monétaire, c'est la préparation de l'avenir. Cela vaut bien un peu de créativité financière

Bataille idéologique : une partie de la presse anglo-saxonne annonce la fin prochaine de l'euro. Argument martelé sur le ton du « on vous l'avait bien dit » : une union monétaire sans union politique, ça ne marchera pas. Parce qu'une politique monétaire n'est pas tenable sans harmonisation budgétaire. L'argument est solide et impose aux 16 l'esquisse d'un début de gouvernement économique. Mais il est à courte vue. Il fallait faire l'euro, atout majeur pour l'Europe. Comme l'explique le professeur Jean-Hervé Lorenzi, le monde de demain comprendra quelques grandes zones monétaires : autour de l'euro, autour du dollar, dans l'espace chinois.

« Abandonner l'euro », pour tel ou tel, serait « un contresens historique ». La consolidation de l'union monétaire, c'est la préparation de l'avenir. Cela vaut bien un peu de créativité financière. Cela mériterait de faire ce que dit Jacques Delors : créer un bon du Trésor européen qui permettrait à des pays en difficulté de financer